



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°209, hebdomadaire, mardi 11 juin 2019

BLOQUONS BLANQUER

La Mauvaise Herbe n°5
la revue de la Cnt-éducation

Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/ft



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Mardi 11 juin : grève des corrections du BEP
Jeudi 13 : grève pour en finir avec le projet de loi Blanquer
Lundi 17 juin : grève contre toutes les réformes Blanquer,
le 1er jour du Bac

Retrouvez toutes les infos sur les actions de la semaine en Une de notre site

L'enfer pour Blanquer commence mardi ! Des enseignant.e.s de lycée professionnels refuseront de corriger les copies du BEP et du Bac (lire page 2).

Jeudi 13 juin, la Commission mixte composée de sénateurs et de députés doit finaliser ou non le projet de loi Blanquer. Un texte, on ne le dira jamais assez, catastrophique pour l'école publique.

Les sénateurs ont pratiquement réécrit le projet Blanquer en y rajoutant des articles stigmatisants certaines familles, sans changer une virgule de l'esprit du texte (lire notre hebdo n°207 et ci-dessous). A cette occasion, une nouvelle journée nationale de grèves est organisée.

Les collègues et parents mobilisé.e.s se retrouveront lundi 17 juin, premier jour du bac pour dénoncer toutes les réformes en cours. Douze syndicats, les stylos rouges et la Chaîne des bahuts ont lancé un appel inédit à la grève (lire l'hebdo n°208). Cette grève inquiète Blanquer. Contrairement à ses annonces bravaches, les rectorats s'activent pour faire face : messages aux AED, appels à des "viviers de remplacement" (personnels administratifs, collègues à la retraite, personnes sans emploi, surveillant.e.s et même parents d'élèves !).

Même scénario pour le Brevet, réformé ou non, le 27, il y aura aussi un appel à la grève. Blanquer bloqué!

Projet de loi Blanquer, le pire du pire :

L'article 1, la fin de la liberté d'expression pour les parents et les personnels, l'école a deux vitesses avec les Etablissements pour les élites et les chef.fes directeur et directrice dans le primaire...

Réforme du brevet pour une mise au pas manu militari

Le 3 juin, le ministre a évoqué la « nécessité » de mettre en œuvre un parcours cohérent « d'engagement civique » de l'élève. « Cela doit pouvoir se valoriser au niveau du brevet. Nous allons d'ailleurs ouvrir des discussions – qui s'étaleront tout au long de l'année 2019-2020 – pour une évolution du brevet en juin 2021 et qui pourra prendre en compte ces enjeux civiques », a-t-il précisé.

Des professeurs de lycée professionnel du 93 feront la grève des corrections du BEP et du Bac

Cet appel-pétition est paru le 7 juin sur le blog des invités de Médiapart

171 enseignantes et enseignants des lycées professionnels de Seine-Saint-Denis refusent la réforme du lycée professionnel.

Le lycée pro représente un tiers des lycéen.ne.s, or on le vandalise en silence.

Jean-Michel Blanquer nous impose, ainsi qu'à nos élèves, une réforme qui marquerait une rupture fondamentale d'un point de vue pédagogique, social, économique et idéologique.

Uber-pédagogie

Nous sommes vu.e.s comme des prestataires de service devant fournir des cours à la carte à des publics dont les rythmes, objectifs et contraintes sont différents. Les classes dites « mixtes » verront des adultes en formation continue, des apprentis et des élèves sous statut scolaire dans la même classe. Nous refusons l'ubérisation de notre métier: cours à la carte, recrutement par les chefs d'établissements, mise en concurrence des lycées et des personnels.

Le bac pro en 3 ans sous prétexte de garantir l'égalité des trois voies supprimait un an d'étude à nos élèves. Cette nouvelle réforme, sous couvert «d'excellence», consacre l'instauration d'un sous-bac, loin de pouvoir garantir la poursuite d'étude : baisse importante des horaires des matières générales (45 minutes par semaine de maths et autant en français en CAP, 1h15 en bac pro) et appauvrissement des programmes.

Austérité – Inégalité – Précarité

M. Blanquer veut mettre un tiers des élèves de lycée sur la touche. Déjà largement exclus de l'enseignement supérieur par les algorithmes de Parcoursup, les portes leur en seront définitivement fermées par l'indigence du contenu de la formation proposée.

On demande à des élèves de 14 ans de choisir une orientation qui, contrairement à ce qu'on leur pro-

met, ne leur garantit pas un emploi et les destine à des statuts précaires, des bas salaires et de mauvaises conditions de travail. En effet, toutes les études montrent que plus on est diplômé plus on a de chance de trouver un emploi. C'est encore une fois les classes populaires qu'on sacrifie.

Magic system

Non, Monsieur Blanquer, nous ne sommes pas des magiciennes, ni des magiciens. Nous ne ferons croire à personne qu'avec moins de cours nous ferons mieux. En vérité, vous sacrifiez ici la maîtrise de la langue, l'ouverture sur le monde et ses contradictions ainsi que l'esprit critique et contestataire. Nous persistons à penser qu'ils sont indispensables à tout progrès intellectuel et social.

Nous prétendons que nos élèves ont le droit d'avoir une formation initiale solide et ouverte sur un monde complexe à appréhender.

Nous pensons qu'ils et elles devraient avoir la possibilité d'une autre ambition que celle de se couler dans un moule qui leur est imposé (...)

Non à l'école de la défiance

Face à cette situation d'urgence nous devons agir. Si le ministre s'entête, nous n'aurons d'autres options que de refuser, par la grève, la correction des examens.

Parce que nous nous battons depuis des années pour des diplômes de qualité pour toutes et tous les lycéen.ne.s, parce que nous nous battons contre les inégalités, parce que nous enseignons la lutte contre les discriminations et parce que nous pensons que tout comme nous, nos élèves ont le droit de rêver, nous refusons de corriger les copies du BEP et du Bac pro.

Nous exigeons le retrait sans délai de la réforme et un plan d'urgence pour le lycée professionnel.